

scénarios

Etonnant Cambodge ! A peine les médias ont-ils eu le temps de croire aux combats de rue, de se préparer à faire quelques images-choc, des commentaires destructeurs, voici le calme revenu, Phnom Penh a retrouvé son aspect paisible.

Une interprétation possible : tout cela était payé par CNN. Entre "moteur !" et "coupez !" il y a eu trois semaines de tournage, sans que l'on puisse savoir s'il s'agit seulement d'une "première prise", s'il y en aura d'autres, ou si le metteur en scène, qui espérait du très spectaculaire, déçu, abandonne le film. En attendant, les figurants sont rentrés chez eux -mal payés.

Le fait est que le scénario reste à écrire. Le Roi reçoit le 22, à Siem Reap, les trois acteurs principaux : Hun Sen, Ranariddh et Sam Rainsy. Chacun a son idée sur la poursuite de l'histoire.

La question est d'abord de se mettre d'accord sur le rôle de chacun. Exercice délicat. Ensuite que chacun s'y tienne, plus difficile encore.

Metteur en scène de talent, le Roi Sihanouk a cette fois une tâche très difficile puisqu'il n'a pas le pouvoir d'imposer son propre scénario aux acteurs, ni de les remplacer.

On aimerait que, pour le prochain épisode, les acteurs ne pensent pas seulement à leur personnage, mais aussi à l'attente du public.

Que le Cambodge, très fort dans les histoires dramatiques, dans le compliqué, quelquefois dans l'inattendu et le bizarre, nous donne cette fois une histoire heureuse. A.G.

On a pu craindre le pire. Après trois semaines de manifestations qui ont rassemblé des milliers de personnes, une situation bloquée par les conditions posées par le Funcinpec et le Parti de Sam Rainsy pour participer à l'Assemblée nationale, on semblait aller vers des affrontements directs, peut-être à la guerre civile.

Il semblait impossible encore le 13 septembre que l'on puisse le 24 former un gouvernement lors de la première réunion de la nouvelle Assemblée, puisque les deux partis contestataires menaçaient de la boycotter, et que le PPC, arrivé en tête des élections, n'a pas, seul, les deux-tiers des sièges nécessaires pour "voter la confiance" : introniser le nouveau gouvernement.

C'était alors la ruine de tous les efforts -portant couronnés de succès- pour que les élections aient lieu et soient crédibles. Après le "miracle" c'était le naufrage. Une immense déception pour tous les Cambodgiens et tous les étrangers qui veulent les aider. La preuve, pour longtemps, que la démocratie est décidément impossible au Cambodge. Et la probabilité d'une dictature -cette fois bien réelle. Le Roi lui-même exprimait son pessimisme.

soudain, l'embellie

Mais, après un week-end "de tous les dangers", le 14 la tempête s'est soudain apaisée. Le bateau Cambodge, fortement secoué, n'a pas sombré. On peut même dire qu'il s'en sort bien, presque sans casse.

Aux dernières nouvelles, le 17 septembre, le Funcinpec abandonne ses conditions préalables

et accepte de participer à la première réunion de l'Assemblée nationale (qui aura sans doute lieu à Siem Reap). Le plus probable est qu'après des tractations avec le PPC, il entrera dans une coalition gouvernementale.

Pour le parti de Sam Rainsy, c'est moins sûr. Il formera plus probablement, avec ses 15 députés, un groupe d'opposition. On aurait alors une configuration très démocratique : un gouvernement de coalition PPC - Funcinpec, et une opposition.

attention : une crise peut en cacher une autre

Cette nouvelle période d'attente, pendant que des négociations certainement très tendues ont lieu, peut être l'occasion de faire quelques réflexions sur ces trois semaines mouvementées et quelques hypothèses sur la période à venir :

des manifestations explicables

Les manifestations des contestataires avaient une raison d'être, et une utilité. Déception de gens qui étaient persuadés qu'ils arriveraient en tête, et qui avaient besoin d'exprimer leur frustration. D'autant plus qu'ils sont effectivement, à Phnom Penh, arrivés en tête. Soupçon aussi d'avoir été trompés par une machine électorale à majorité PPC.

Il fallait laisser ces sentiments très forts s'exprimer, détourner sur Hun Sen et même sur les Vietnamiens l'agressivité, laisser la colère et la déception perdre de leur force.

on a cherché la provocation

Il a pu y avoir, au début, dans l'esprit des leaders des partis contestataires, une "idée de manœuvre" : en provoquant les forces de l'ordre, on cherchait à déclencher de la part des autorités une répression qui, naturellement, aussitôt dénoncée et amplifiée par les médias, aurait discrédité le PPC. Et si les forces gouvernementales n'intervenaient pas, l'interprétation était alors : le PPC ne contrôle plus rien, le pouvoir lui échappe, "le pouvoir est dans la rue".

Cette provocation n'a peut-être pas été voulue par Ranariddh et Sam Rainsy. Les premières manifestations ont été bien encadrées et pacifiques. Mais les manifestants ont été, du propre, aveu des leaders, infiltrés par des éléments extérieurs qui ont cherché à faire déraiper la situation. Quels éléments ? Des gens qui cherchent à déstabiliser, à discréditer Hun Sen et son gouvernement, à rendre impossibles des négociations entre les protagonistes.

On a pu évoquer pêle mêle Nhiek Bun Chhay (qui aurait envoyé des motos-doub à Phnom Penh); Ta Mok, qui a encore assez de moyens financiers pour chercher à nuire; l'ancien ministre de l'Intérieur Sin Song et son ancien adjoint Sin Sen, créateurs jadis des "forces A3" encore utilisées aujourd'hui et adversaires convaincus de Hun Sen; et

(suite page 2)

(Suite de la page 1)

même des éléments inspirés par certains milieux américains qui auraient trouvé là une possibilité de se débarrasser de Hun Sen. Les leaders du Funcinpec et du PSR reconnaissent eux-mêmes le 10 que "leur enfant leur échappait". Avec sagesse, ils ont donné instruction de cesser les manifestations.

exaspération

Il est possible aussi qu'ils se soient avisés de l'extrême impopularité de leur attitude et des manifestations dans les milieux étrangers. Après des élections que tout le monde a reconnues valables, se lancer dans les arguties et risquer de déclencher des affrontements sanglants, mettre en péril le fonctionnement de l'Etat, l'avenir de la démocratie, les investissements étrangers et ainsi l'emploi et l'amélioration du niveau de vie, a paru irresponsable à beaucoup. "Veulent-ils combattre Hun Sen ? Qu'ils le fassent dans le cadre de l'Assemblée, s'ils sont démocrates comme ils le disent" a été la réflexion générale. Une autre : "Les boeufs sont attelés, il faut maintenant cesser de discuter et tirer la charrue".

médias et réalités

Les médias, comme toujours, ont presque tous considérablement grossi et dramatisé les événements, donné du Cambodge une image chaotique, laissé croire que le gouvernement avait perdu le contrôle, opiné que l'ASEAN devrait différer l'adhésion du Cambodge jusqu'à ce que Hun Sen fasse la preuve de ses vertus démocratiques, estimé que "les manifestations enlevaient leur crédibilité aux élections", encouragé les partis d'opposition à boycotter l'Assemblée jusqu'à ce qu'on leur donne ce qu'ils demandent... C'est la crédibilité de la presse qui, par sa propre faute, se dégrade.

une crise peut en cacher une autre ...

On a observé que cette fois les étrangers ne sont pas partis (beaucoup étaient en vacances), et que la population elle-même a gardé tout son calme.

une casse minimale

Face à cette situation, le gouvernement a bien manœuvré. Il ne s'est pas laissé entraîner dans la repression (il y a eu des dérapages très regrettables, dont le bilan n'est pas encore bien connu, mais au total très peu). Il a attendu pour reprendre l'initiative que les mouvements de protestation se fatiguent, perdent de leur agressivité (ils n'avaient plus ni slogans ni leaders). Cette reprise en mains s'est faite sans emploi de la force armée (on aurait crié au coup d'Etat militaire, à la dictature), mais en faisant venir à Phnom Penh une centaine de camions chargés de partisans du PPC, villageois de Kompong Cham et de Takeo bien encadrés, qui n'ont pas eu à intervenir.

Finalement, du spectacle, beau-coup d'inquiétude, mais pas de drame, rien qui ne survienne un jour ou l'autre dans toute démocratie.

renoncer aux revendications irréalistes

Pendant ce temps, dans la coulisse, on a négocié ferme. Ni l'imagination ni la bonne volonté n'ont manqué, tant chacun voyait bien l'imminence et les dimensions du désastre : si un accord n'intervenait pas rapidement, les pays donateurs, fatigués du Cambodge, allaient le laisser couler à pic.

Le Roi a rappelé d'autre part : si les partis d'opposition ne respectent pas la date du 24 septembre, ils perdront leur immunité parlementaire.

On s'est donc efforcé de faire comprendre aux partis plai-

gnants ce que leurs revendications avaient d'irréaliste; quelles seraient les conséquences de leur entêtement, et quelles seraient du coup leurs responsabilités dans le naufrage du Cambodge.

Mais il fallait aussi répondre autant que possible à leurs inquiétudes, leur assurer une "sortie" équitable et honorable. C'est ainsi que les leaders contestataires ont abandonné tour à tour l'idée de recommencer les élections; de recommencer toutes les opérations de comptage; de revenir à la "formule 1" pour la répartition des sièges -sans compter d'autres demandes moins sérieuses telles que l'appel à un soulèvement général contre le gouvernement, la demande d'un bombardement par les Etats-Unis du camp de Taing Kra-saing, etc ...) qui sont à mettre sur le compte d'une "fièvre électorale" momentanée.

répondre aux

revendications raisonnables

Il ne s'est donc nullement agi de rejeter en bloc toutes les revendications du Funcinpec et du PSR. Après élimination de celles qui étaient déraisonnables, impossibles à satisfaire (recommencer les élections, ...), et de celles qui ont été présentées hors délais, trois devaient être sérieusement prises en compte, observe Me Say Bory (voir son interview dans ce n°). Il est possible de :

- confirmer que le Comité Electoral National (NEC) a fait un travail de comptage honnête. Tout semble prouver qu'il n'y a pas eu fraude, puisque les observateurs de tous bords ont unanimement reconnu le processus électoral comme libre et juste.

Mais on peut encore procéder,

publiquement, à une vérification -par confrontation des stocks de bulletins- une opération simple qui devrait apaiser toutes les inquiétudes.

- s'assurer que la formule de répartition des sièges était bien la bonne : on peut imaginer une démonstration publique par des arbitres neutres, et là aussi, sans longs délais, aboutir à la solution juste, qu'elle implique ou non un changement.

Hun Sen inamovible

- reste le plus épineux : les deux leaders contestataires ont posé comme condition à leur participation à un gouvernement de coalition le départ de M. Hun Sen. C'est clairement impossible, fait observer un responsable cambodgien. Hun Sen a été désigné comme le candidat du PPC par le plenum du parti (et non par un comité restreint). Il est totalement irréaliste d'imaginer qu'un autre plenum puisse en passer par les souhaits de partis qui sont arrivés second et troisième.

quel poste pour Ranariddh ?

Si l'on reconnaît que Hun Sen est inamovible, reste ce problème majeur : quel poste confier à Ranariddh qu'il puisse accepter ? Il refuserait comme indigne de lui un poste qui le mettrait hiérarchiquement au-dessous de Hun Sen. On avait pensé à la présidence de l'Assemblée nationale. Un poste de très grand prestige et de très grandes responsabilités puisque ceprésident est le second personnage de l'Etat après le Roi, qu'il peut être appelé au premier rôle en cas d'absence du Roi.

Mais justement, ce poste revient de façon incontestée à Chea Sim, qui est le président du PPC, le parti vainqueur. Il semble exclu que le PPC fasse une concession politique de cette taille et exclu de déplacer l'homme très respecté qu'est Chea Sim.

Donc les imaginations vont bon (suite page 3)

A PROPOS ...

64, 53, 15

Résultats officiels des élections du 26 juillet, publiés le 1er septembre :

- PPC, 41 % des suffrages, 64 sièges;

- Funcinpec, 32 % des suffrages, 43 sièges;

- Parti de Sam Rainsy, 14 % des suffrages, 15 sièges.

(Ce sont ces résultats que Cambodge Nouveau avait donnés

dans son n° 98 du 1-15 août).

On voit qu'aucun parti n'a la majorité des deux-tiers (82 voix) nécessaire pour former le gouvernement. Le PPC a besoin d'au moins 18 voix venant des deux autres partis.

D'autre part "l'Assemblée ne se réunit valablement que si le quorum des 7/10èmes de tous les membres de l'Assemblée est réuni" (art 88).

formation du gouvernement

Art. 100 de la Constitution : "Sur proposition du Président de l'Assemblée, et avec avis conforme des deux vice-présidents de l'Assemblée, le Roi désigne parmi les députés du parti vainqueur aux élections une haute personnalité pour former le Gouvernement royal. Cette personnalité désignée, avec ses collègues choisis soit parmi les députés soit parmi les membres des partis politiques représentés

à l'Assemblée pour remplir les fonctions ministérielles dans le Gouvernement royal, se présente devant l'Assemblée pour demander sa confiance (...).

Art 90 : "(...) L'Assemblée nationale vote la confiance ou la censure du Gouvernement royal à la majorité des deux-tiers de tous ses membres".

regroupements

Les petits partis qui n'ont pas eu d'élus n'abandonnent pas. Tirant

(Suite de la page 2)

train. On échafauda des solutions. Rien n'est encore fixé, encore moins négocié. Mais ce pourrait être une question de jours.

Un déblocage est donc peut-être en vue. Hypothèse optimiste : le plus difficile serait passé. Attention pourtant à ne pas se rassurer trop vite. Une crise peut en cacher une autre !

risque de blocage à l'Assemblée ...

Que l'Assemblée nationale se réunisse ne signifie pas la fin des problèmes. Tout dépend de l'attitude des partis d'opposition, jusqu'ou ils veulent aller. S'ils s'imaginaient qu'avec le pouvoir que leur donnent leurs 58 sièges, avec de l'entêtement et de la pression populaire, ils pourraient bloquer l'investiture du gouvernement que leur proposera Hun Sen, jusqu'à déterminer Hun Sen à renoncer, à démissionner.

une crise peut en cacher une autre ...

Le parti gagnant a le droit de représenter le même gouvernement plusieurs fois, et il peut y avoir, dans l'intervalle, des négociations. Mais si les conditions mises par l'opposition étaient telles qu'il n'y ait pas d'accord possible ? Si le blocage se répétait indéfiniment ? Alors, hypothèse pessimiste, on irait à un nouvel affrontement.

... et de nouvelle épreuve de force

Il ne faut donc pas écarter le risque qu'il y ait, de nouveau, épreuve de force. Que l'opposition appelle la rue à la rescousse. Que le gouvernement fasse appel à l'armée.

Poursuivant cette hypothèse, des observateurs font observer que s'il devait y avoir affrontement armé, il serait nécessairement bref, parce les armes sont

du seul côté du gouvernement : Sam Rainsy n'a jamais voulu avoir de forces armées, et Ranariddh a pratiquement perdu les siennes lors des combats de juillet 1997. Ce serait bref, mais ce pourrait être très sanglant ... C'est pourquoi il est plus probable que, si l'idée de l'opposition était de jouer la confrontation, l'épreuve de force, elle chercherait plutôt le soutien de la rue, les désordres sociaux, pour pousser le gouvernement à la faute : la repression, la loi martiale, ... pour discréditer le régime, pouvoir l'accuser de dictature, provoquer peut-être la formation d'un gouvernement provisoire.

En somme chaque côté a montré ses muscles. Et ce que l'on a vu au cours des dernières semaines serait en somme une répétition de ce que l'on verra

peut-être.

probable dissociation Ranariddh / Sam Rainsy

Ce qui peut faire espérer que cette hypothèse pessimiste restera une hypothèse, c'est justement que, chacun ayant montré ses muscles, ceux du gouvernement sont apparus très importants.

Le plus probable est que le Funcinpec après avoir négocié les meilleures conditions possibles (les postes ministériels majeurs lui échapperont fatalement), ne cherchera plus à faire obstacle à la formation d'un gouvernement. A dire vrai, Ranariddh pourrait difficilement empêcher les siens d'entrer au gouvernement si on le leur demande. On se bouscule de toutes parts, comme il est naturel, pour avoir les postes. Il existe au moins six listes, plusieurs dans chaque parti, et beaucoup d'effervescence, nous

(suite page 7)

Nguon Soeur président du Parti du Citoyen Khmer

Le conflit n'est pas tellement entre les Cambodgiens mais entre les Etats-Unis d'une part, et d'autre part l'Europe, avec aussi le Japon, l'Australie etc ...

En réalité bien sûr c'est moins simple. En Europe, il n'y a pas unanimité, et c'est la France surtout qui est active dans son soutien au Cambodge.

Aux Etats-Unis, il y a dans le milieu politique des destructeurs, mais il ne s'agit que d'une minorité de Républicains. Cela remonte à une époque ancienne, aux temps de Sihanouk. En 1970, une bombe avait été lâchée sur le palais royal. A l'instigation de qui ?

Aujourd'hui, il y a toujours des organismes qui, de Washington, interviennent dans la politique du

Cambodge, à travers par exemple le bureau des droits de l'Homme de l'ONU, et d'autres ... Les démocrates américains eux ne sont pas favorables à Sam Rainsy. Le parlementaire américain Stephen

Solarz lui-même a reconnu que les élections s'étaient bien passées, il a parlé d'un "miracle sur le Mékong ...".

Mais on peut voir l'intervention des destructeurs américains dans les manifestations de Phnom Penh, qui ont été manipulées. L'information a été non seulement grossie comme toujours par les médias, mais faussée, comme on l'a vu pour ce bonze so-disant tué et qui en réalité ne l'a pas été.

L'interprétation de certains (*Phnom Penh Post* du 12-17.9) : derrière les manifestations, il y aurait les généraux Sin Song et

Sin Sen (Sin Song a été ministre de l'Intérieur pendant l'Etat du Cambodge et Sin Sen son vice-ministre) qui auraient rejoint Sam Rainsy par haine de Hun Sen : c'est une invention débile.

Ces deux-là ne sont plus rien. Les seuls qui ont le pouvoir de résoudre le problème sont Hun Sen et le Roi.

On en arrive maintenant au niveau juridique. On cherche à faire passer Hun Sen pour

un dictateur. Alors justement que pour la première fois son pouvoir est légalement incontestable.

Avant, toutes son pouvoir avait pu être contesté. On l'a accusé d'être une marionnette des Vietnamiens. Ensuite il a partagé le pouvoir avec Ranariddh. Puis avec Ung Huot. Mais maintenant, pour la première fois, le

voilà élu de façon absolument légale. Les élections ont été reconnues valables par tous, de tous côtés, y compris par le Roi. Le Conseil Constitutionnel, avec Son Soubert qui n'est pas complaisant vis-à-vis de Hun Sen, ne proteste pas, parce que les plaintes qui ont été présentées ne tiennent pas.

Ce qu'il faut maintenant c'est une réunion générale, officielle, entre tous les côtés concernés : les partis, le gouvernement, le Roi, les pays qui aident le Cambodge. C'est la suggestion pressante que je fais à Merothra, le représentant de l'ONU.

Je crains que si la confusion actuelle continue, on aille alors vers, cette fois, vers une dictature. Il faut maintenant choisir entre la démocratie et la dictature.

Si l'on veut la démocratie, c'est à l'Assemblée qu'il faut continuer la lutte. En démocratie, il faut savoir perdre. Moi, pour l'

si la
confusion
continue,
on aura la
dictature

A PROPOS ...

la leçon de résultats très décevants pour eux, il amorcent des regroupements. Quelques partis autour de Kem Sokha et de Keat Sokhon (vice-président du Parti de Son Sann); une dizaine d'autres, sans alliance ni avec le PPC ni avec le Funcinpec vont se réunir dimanche prochain. Les uns et les autres entendent se situer dans l'opposition.

Ensemble, les petits partis sans élus ont obtenu 13 % des voix. Chiffre proche des 14 % obtenus par Sam Rainsy, fait observer Nguon Soeur.

Cham Prasad : démission

Pour "raisons personnelles", le ministre du Commerce Cham Prasad a démissionné au cours du mois d'août de ses fonctions et du PPC. Selon les rumeurs : il était en conflit avec d'autres ministères et n'obtenait pas des

instances supérieures les formes qu'il souhaitait. Selon d'autres rumeurs : le poste de ministre des Finances dans le prochain gouvernement lui avait été promis, puis retiré au profit de (peut-être) Chay Ton.

Sam Rainsy : art. 47

Nous avons cherché à joindre M. Sam Rainsy. Mais lui et son épouse étant sous la protection de l'ONU, il ne leur est pas permis de correspondre avec la

presse, c'est l'art. 47 de la Convention de Genève.

réunion du CFCA

Invité du Cercle Franco-Cambodgien des Affaires le 17 septembre, M. Ok Serei Sopheak, ancien conseiller du vice-Premier ministre Sar Kheng, a parlé devant une assemblée très attentive de la situation politique à une semaine de la première ré

(Suite page 4)



n a reproché au Conseil Constitutionnel de n'avoir pas reçu les plaintes concernant les élections. Mais c'est maintenant devenu impossible parce que les délais légaux (72 heures) sont passés depuis longtemps. Je confirme que l'attitude du Conseil Constitutionnel ne m'a pas plu lorsque j'ai appris qu'il avait rejeté les plaintes qui lui avaient été adressées : 70 ou 80 venant de Sam Rainsy, 17 du Funcinpec.

pourquoi les plaintes ont été rejetées par le Conseil Constitutionnel

Ces plaintes, présentées au Conseil Constitutionnel le 13 août, ont été rejetées par le greffe, et de nouveau le 14. J'ai appris lors de notre réunion du 17 août que c'était sur l'ordre du président du CC. La décision de les refuser avait été prise par le président et 5 autres membres, parce que le délai de 72 heures était largement dépassé. C'est alors que j'ai adressé un rapport au Roi, qui l'a reproduit dans le BMD publié par le Cabinet Royal. Depuis, l'incident a été arrangé avec le président du CC M. Chan Sok.

Pour la plainte concernant le

Les décisions au sein du Conseil Constitutionnel, qui compte 9 membres, doivent être prises à la majorité absolue, soit 6 membres sur 9 (puisque la moitié de 9 serait 5,5 et qu'il ne peut y avoir une demi-voix). En fait, il est admis que la majorité absolue c'est "la moitié + 1, de sorte que même avec 5 voix une décision du CC est valable. A condition aussi que le quorum de 7 présents soit atteint. Conséquence, dit Me say Bory : ma présence est nécessaire pour qu'une décision soit légale.

A PROPOS ...

union de l'Assemblée nationale.

Spratly : nouvelle alerte

Deux récifs submergés, dans l'archipel des Spratly, sur lesquels le Vietnam a construit "des structures à des fins économiques et scientifiques" appartiennent à la Chine, estime le ministère des Affaires étrangères chinois, qui a demandé au Vietnam le 10 septembre de "retirer ses troupes

SAY BORY

membre du Conseil Constitutionnel

propositions pour débloquer la situation

système de répartition des sièges, il n'y a pas eu unanimité au sein du Conseil Constitutionnel. A vous d'imaginer qui est contre. Cependant, à la majorité, le CC a décidé de ne pas recevoir la plainte de Sam Rainsy, pour plusieurs raisons. A cause des délais.

Mais aussi le CC s'est déclaré incompétent : comme il s'agit d'un règlement et non d'une loi, il faut présenter la plainte devant le tribunal (tribunal ordinaire, puisqu'il n'y a pas de tribunal administratif). D'autre part, le CC contrôle la constitutionnalité des lois : il n'a pas à examiner si le "système Balinsky" aurait été meilleur que le "système Jefferson" ou que le "système d'Hondt" qui a été utilisé : l'aspect technique n'est pas de son ressort, seulement l'aspect légal.

La légalité a été respectée : après échange d'arguments juridiques au sein du CC, la majorité a choisi. C'est pourquoi je n'ai pas démissionné.

D'autre part, le système de répartition des sièges en fonction des suffrages a été présenté par le NEC aux partis le 29 mai, et ils en ont signé la réception, selon le règlement et les procédures du Comité électoral national. A ce moment-là, personne n'a rouspété. Ce n'est que lorsque le résultat a été connu qu'il y a eu des protestations.

La contestation des partis concernant le système de répartition des sièges a des fai-

de la région, de détruire ces structures et depromettre de ne plus jamais s'emparer d'un territoire chinois", alors que pour le Vietnam ces deux récifs ("Ba Ke"), font partie du plateau continental et sont incontestablement vietnamiens. L'archipel des Spratly est réclamé en partie ou en totalité, en plus du Vietnam et de la Chine, par Brunei, la Malaisie, les Philippines et Taïwan. Le sous-sol pourrait être riche en pétrole ou

blessés. Ils peuvent dire qu'ils ont effectivement signé, lors de la réunion du 29 mai, mais que c'était une signature de simple réception du document de 200 pages. Ils ont pu croire que, puisque tout le monde était d'accord sur le principe de base ("40/40"), le NEC avait adopté un système correspondant. Ils n'ont pas protesté sur le coup. Cependant, maintenant que les partis ont été en campagne électorale étant en possession du document, même s'ils disent "nous n'avons pas fait attention, nous connaissions la pre-

système de répartition des voix il fallait protester avant

mière formule, on ne nous a pas dit que l'on en avait changé", il est difficile de protester après coup.

Un principe, qui existe dans le droit anglo-saxon, que j'ai rappelé au CC, c'est le principe de l'"estoppel" : il dit que si par

une arme : démissionner

"Les membres du Conseil Constitutionnel", rappelle Me Say Bory, n'ont pas le droit de rendre publiques leurs discussions, d'indiquer de quel côté a penché leur avis. "Mais j'ai la possibilité, si je ne suis pas d'accord, de démissionner du CC, et ensuite d'expliquer pourquoi.

"Je ne suis pas partisan pour exprimer un désaccord de boycotter les réunions. Rien dans la Constitution, ni dans le règlement, ne l'autorise. Au contraire, il est prévu

en gaz (carte CN 62).

Vietnam : le PNUD s'inquiète

Les demandes d'investissements n'ont atteint que 1,61 milliard de dollars pour les 8 premiers mois, contre 4,4 milliards pour la même période de 1997, et les exportations diminuent sensiblement. "Avec l'indispensable réorganisation des entreprises d'Etat (plus d'un cinquième de la population active) il y a risque d'une forte diminu-

voire comportement vous acceptez une situation, vous ne pouvez pas, après, dire que vous ne l'acceptez pas : vous êtes alors en contradiction avec vous-même.

C'est le cas ici : si vous avez accepté jusqu'à la fin de la campagne de jouer le jeu selon les règles définies par le NEC, vous ne pouvez pas les rejeter ensuite sous prétexte qu'il n'y a pas de pv, ou pour toute autre raison. Sur ce point donc il me semble qu'il y a peu de chances pour que les partis puissent de cette façon revenir sur la décision prise par le NEC.

au nom de la transparence, que le NEC prouve sa bonne foi

L'essentiel est cependant qu'un gouvernement soit formé, et que l'on ne tombe pas dans ce que l'on ne voulait pas, c'est à dire la dictature : loi martiale, suppression de toutes les libertés, ...

C'est pourquoi à la réunion de Siem Reap les 5, 6 et 7 septembre, sous la présidence du Roi, où nous étions 3 membres du Conseil Constitutionnel (le président Chan Sok, Bin Chin et moi-même), 3 membres du NEC, 3 Funcinpec, 3 Sam Rainsy et 3 PPC, j'ai dit que concernant les plaintes, "les carottes sont cuites", c'est à dire que l'on ne peut pas discuter les

qu'en cas d'absence forcée, il faut en prévenir le président, en donnant un motif valable, et le président alors donne l'autorisation de s'absenter.

"Ainsi j'ai moi-même demandé à partir en vacances au cours du mois d'août, et le président a refusé, parce qu'on était en pleine période électorale.

"D'autre part il me paraît malhonnête de continuer à toucher un salaire sans fournir le travail correspondant".

tion de l'emploi et de graves troubles sociaux, comme en Indonésie", avertit un "senior economist" du PNUD, "s'il n'y a pas un partage plus équitable des richesses".

Cambodge Nouveau
ne copiez personne
Ne le copiez pas
Citez-le !

SAY BORY

décisions du CC, fussent-elles simplement majoritaires. Elles sont, selon la Constitution, sans appel.

Mais j' ai proposé une solution qui, sans avoir l' approbation formelle des partis, a au moins suscité leur intérêt.

vérifier le nombre des bulletins utilisés, une opération simple qui donnerait confiance

On se place dans le cadre de la transparence, qui est une notion très démocratique. Je l' ai dit (CN 96) : sans la transparence il n' y a pas de démocratie, il n' y a que malhonnêteté. La transparence sera une notion très importante au 21ème siècle.

Il faut se rappeler qu' il y a deux sortes de justice : -selon la loi, après discussions juridiques; -et aussi ce que l' on appelle dans la philosophie du droit la justice naturelle, qui est conforme à la raison.

Dans cet esprit, j' ai demandé au NEC de permettre au public national et international, et y compris aux partis plaignants -mais non dans le cadre des plaintes, dans celui de la transparence-, pour respecter l' opinion publique, car l' opinion du peuple est en dernière analyse la plus importante, à tous les médias, les ONG, les partis -plaignants et non plaignants-, et même mes étudiants en droit qui sont parmi les protestataires, de vérifier l' inventaire des stocks de bulletins de vote. Le NEC prouverait ainsi qu' il n' a pas peur de montrer publiquement son travail.

La réponse du NEC est positive, et il s' est d' ailleurs déjà préparé à répondre à cette question.

Il faudrait le faire sans tarder, avant la première réunion de l' Assemblée le 24 septembre, parce que les deux partis Funcinpec et Sam Rainsy ne savent pas, tant qu' ils ont des doutes, s' ils doivent ou non rejoindre l' Assemblée. S' ils y entrent, on dira qu' ils cautionnent le résultat. Et ils craignent qu' ensuite, ce soit trop tard pour revenir en arrière.

Il faut faire vite. Le temps qui passe fait douter de la sincérité du NEC.

La vérification du nombre de bulletins utilisés, que je préconise, n' est pas une opération difficile, tout se trouve au NEC, elle pourrait être effectuée en une demie-

journée : chaque province a déjà un récapitulatif vérifié avec les souches (chaque bulletin a un numéro, comme des billets de loterie). On ferait le décompte entre le nombre de bulletins imprimés (il en a été imprimé aux environs de 9 millions, en Nouvelle Zélande; on en imprime habituellement beaucoup plus qu' il n' y a d' électeurs, par prudence, pour le cas où beaucoup se trouvaient anéantis par accident ou autres), et le nombre de bulletins utilisés : un peu plus de 5 millions d' électeurs. Cette confrontation pourrait être faite par province. On sait que de tel numéro à tel autre, les bulletins correspondent à telle province. Il y aurait un groupe de vérificateurs par province, et on verrait si les chiffres correspondent.

répartition des sièges : faire appel à l' arbitrage de l' ONU

Le NEC est d' accord pour faire l' opération. Mais il demande : *"et après cela, est-ce que les réclamations cesseront ?"*

En tous cas d' après moi, cette vérification contribuerait à calmer les manifestants : on aurait une preuve de la sincérité du NEC.

Concernant le sujet très controversé de la formule de répartition des sièges entre les partis, j' ai une autre idée pour débloquer la situation et essayer de convaincre l' opinion publique. Il faut expliquer clairement pourquoi on a choisi la "formule 2".

Il faut prouver que cette formule correspond au principe de proportionnalité adopté par le NEC lui-même, chapitre 2 point 2 :

40 % des voix (par exemple) doivent correspondre à 40 % des sièges.

Ce principe, personne ne l' a contesté. Pourquoi alors le NEC ne ferait-il pas publiquement la démonstration que le système de répartition adopté le respecte ? Comme pour l' inventaire des bulletins de vote, au nom de la transparence, il ferait la preuve qu' il a choisi la bonne formule, celle qui correspond à la théorie des 40/40.

Je propose en ce qui me

concerne une solution. Dans une situation où plus personne ne fait confiance à personne, on pourrait faire appel, comme dans les litiges commerciaux, à ce qu' on appelle l' arbitrage : les plaignants peuvent faire appel à un arbitrage international, ils s' engagent d' avance à accepter la décision de l' arbitre choisi d' un commun accord.

En l' espèce l' arbitre serait les Nations Unies. L' ONU désignerait une équipe d' experts incontestable qui traduirait dans la réalité des chiffres le principe sur lequel on est d' accord. Si le Roi faisait ainsi appel à l' ONU, une équipe peut venir tout de suite. On ne parlerait plus de formule 1 ou de formule 2, mais de la formule qui correspond au principe. C' est une simple question de calculs, et ce pourrait être très bref.

On pourrait de cette façon répondre aux revendications et permettre aux leaders de l' expliquer à leurs partisans.

Pour les calculs qui ont été faits par certains observateurs, j' observe qu' ils ont fait des erreurs importantes. Par exemple Peter Schier refait les calculs dans le cadre national. Or la loi dit que la proportionnelle s' applique au niveau de la province.

on peut réunir l' Assemblée sans attendre des modifications éventuelles des sièges

Est-il nécessaire d' attendre les résultats de cet arbitrage pour réunir l' Assemblée nationale ? Non ! Il faut simplement que les partis s' engagent d' avance à accepter le résultat. S' il le faut, on modifie ensuite les sièges.

Il faut faire quelque chose rapidement pour calmer les esprits. Quand je vois qu' il y a du sang qui coule, que l' on commence à frapper les bonzes, je suis très triste. Je pense qu' il ne faut pas garder les choses sur le plan purement juridique sans regarder la rue. Je suis juriste, mais je regarde aussi la réalité.

Il faut maintenant que les chefs acceptent de jouer le jeu. Je leur ai dit que je les suppliais d' aller à l' Assemblée nationale le 24 septembre, au nom de l' amitié personnelle, et le Roi a dit qu' il joignait sa prière à la mienne.

Je leur ai dit qu' ils ont une force politique très importante, même avec 58 sièges, que les autres ne peuvent pas décider sans eux puisqu' ils n' ont pas les deux-tiers des sièges.

D' abord ils n' ont pas voulu abandonner, disant qu' ils avaient déjà réduit leurs plaintes de 800 à seulement quatre. Et j' apprends que Ranariddh maintenant laisse tomber deux revendications, notamment le recomptage général des votes; et pour les deux autres je leur apporte une solution.

Le NEC de son côté est d' accord pour que les partis contestataires mettent en cause les calculs, les vérifient. S' il y a eu des erreurs matérielles elles peuvent être corrigées très rapidement, il n' est pas besoin du CC pour cela.

De sorte qu' au total on approche d' une solution.

la véritable revendication de l' opposition : se débarrasser de Hun Sen

Maintenant j' ai constaté lors de cette réunion de Siem Reap qu' il n' y avait pas vraiment de chaleur en faveur de solutions éventuelles. Et j' ai pensé que les plaintes n' étaient peut-être pas l' objectif véritable des partis contestataires, que la revendication était plutôt d' écarter M. Hun Sen de la scène politique.

Mais alors pourquoi ne pas dire carrément : *"nous ne contestons pas les résultats des élections, mais nous ne voulons entrer dans une coalition que si le Premier ministre est M. Sar Kheng, ou un autre, pas M. Hun Sen"*. Alors on pourrait discuter sur un plan politique.

Ils voudraient en fait que le Roi fasse partir M. Hun Sen. Mais le Roi a répondu "je suis un Roi constitutionnel, je n' ai pas le pouvoir de choisir le premier ministre, c' est l' Assemblée nationale qui doit le faire". Normalement c' est le candidat du parti gagnant qui devient Premier ministre. Et le PPC a choisi pour candidat M. Hun Sen.

Le Roi a dit très clairement les choses : qu' il ne faut pas rêver que l' on puisse diviser le PPC. Il ne faut pas rêver maintenant. Il n' y a que deux cas où M. Hun Sen quitterait le pouvoir : s' il le

(Suite page 7)

survol d' un terrain vague 1998 et 1999 en Asie de l' Est

L'économie de l' Asie de l' est ne croîtra, globalement, que de 0,7 % cette année, et ne retrouvera qu' une croissance faible de 1,8 % en 1999.

C' est le résultat d' une enquête réalisée par Reuters auprès de 140 économistes appartenant à des banques et institutions spécialisées en Chine, à Hong Kong, au Japon, en Thaïlande, et en Corée du Sud.

Trois économies seulement connaîtront la croissance cette année : la Chine, Taïwan et, de façon modeste, Singapour.

Les pays les plus touchés : l' Indonésie (-14,8%), la Thaïlande (-7,9%), Japon (-7%), Corée du Sud (-6,9 %), Malaisie (-5,1%).

C' est la Chine qui se porte le moins mal. Après des progrès impressionnants ces dernières années (+ 13,5 % en 1993; + 12,6 % en 1994; + 8,8 % en 1997), elle n' atteindra pas l' objectif officiel de + 8,8 % pour cette année, à cause des inondations et de la baisse de ses exportations due au ralentissement de l' activité dans les pays clients. Mais, sans elle, l' Asie de l' est connaîtrait globalement un recul de 2,1 %. L' activité en Chine devrait reprendre fortement en 1999, grâce notamment à la diminution des taux d' intérêt.

Pour le Japon, les prévisions ne sont pas optimistes. La diminution de l' activité est estimée à 65 milliards de dollars pour 1998, de loin un record régional. On attend peu d' effets des mesures de stimulation prises par le gouver-

nement. Les prévisions officielles pour cette année, une croissance de 1,9 %, pourraient être trop optimistes, certains économistes l' estiment plutôt à une fourchette allant de -0,5 % à + 0,5 %. L' activité au Japon, et notamment la consommation, ont des effets très importants sur les exportations des pays environnants. Mais une reprise durable de la croissance n' est pas encore en vue.

A Hong Kong, le gouvernement a reconnu en août que l' activité avait diminué de 5 % entre le second trimestre de 1997 et celui de 1998, et la reprise vers la fin de l' année est un espoir abandonné. Pour l' année entière, le recul pourrait être de 4 %. Pas de prévisions officielles pour 1999. Les économistes interrogés par Reuters donnent des estimations assez disparates, allant d' une croissance de 2 % à un recul de 6 %.

En Thaïlande, la baisse d' activité cette année atteindrait 7,9 %, et on ne verrait qu' une très faible reprise en 1999. le "fond" serait atteint vers le premier trimestre 1999. Les 10 économistes interrogés cependant varient beaucoup entre eux, leurs prévisions allant d' une croissance de 3,6 % à une diminution de 2,5 %

Pour les économies "adjacentes", au nombre desquelles celles du Vietnam, du Cambodge, du Laos, elles pourraient "continuer à croître cette année et l' année prochaine", mais moins vite. La plus touchée est l' indonésienne : -15 % de 1997 à 1998. (source : Reuters).

Cambodge finances publiques

Quelles que soient les périétés politiques, le prochain gouvernement devra affronter une situation financière difficile. Dans un document paru en juin (*Revue économique et financière*) le ministère des Finances, dans un remarquable souci de transparence, soulignait les difficultés, notamment une certaine perte de l' élan initial et "les contraintes et impératifs politiques" qu' il estimait nécessaire de "nettoyer".

rigueur nécessaire

"Le gouvernement est tout à fait conscient que le cercle vicieux créé par l' insuffisance des recettes et l' augmentation des dépenses nécessaires ne peut être brisé que par l' application rigoureuse de la loi fiscale, la suppression des exemptions d' impôts, une collecte plus efficace des revenus non fiscaux, en particulier ceux qui proviennent de l' exploitation forestière et d' autres relevant de l' économie privée, recettes qui représentent un fort potentiel pour atteindre des objectifs de développement durable".

lourde dépendance

"(...) dans ces conditions, le déficit budgétaire sera d' environ 4,3 % du PNB, un taux plus faible que celui de ces dernières années, mais qui pourtant met le pays dans une situation de lourde dépendance vis à vis de l' assistance extérieure. De ce fait, pour que les investissements publics puissent répondre à la nécessaire construction des infrastructures économiques et sociales, il est essentiel que le niveau de l' assistance au développement soit maintenu. Toute réduction des contributions des donateurs pourrait compro-

mettre l' équilibre macro-économique et mettre en péril les objectifs de développement".

le fardeau politique

"(...) Malgré toutes les actions déjà réalisées, beaucoup reste à faire et doit être réalisé de façon plus efficace. La volonté politique du gouvernement ne manque pas. Mais le fait est que l' administration politique est soumise, jour après jour, à d' innombrables concessions qui peuvent avoir des effets nocifs, et compromettre sérieusement les progrès déjà accomplis. cette situation, et qui s' ajoute aux conditions très spécifiques qui caractérisent l' environnement et la façon de vivre dans le Cambodge d' aujourd' hui rendent difficile la réalisation de l' objectif, faire progresser le pays dans la voie du développement de l' indépendance".

"Il faut reconnaître franchement que la période de transformation structurelle commencée en 1993 par le gouvernement royal, après des débuts très prometteurs dans les domaines des réformes structurelles, de la production, des investissements etc ... est en train de perdre de son énergie sous l' effet des impératifs et des contraintes venant de la politique.

"Le Cambodge est conscient de ces problèmes et il est déterminé à y faire face avec toute la vigueur nécessaire. Il a besoin pour cela d' assez de temps pour nettoyer les lourdes influences politiques hostiles.

"(...) Après les succès remportés dans le domaine macro-économique, nous devons réussir maintenant à installer un environnement politique et légal approprié. Ce sera la tâche de la prochaine législature".

(voir aussi : "Finances, Economie, visibilité faible à nulle" n° 97 et "Perspectives 1998-2020", n° 98).

progrès et reculs en Asie de l' est 1998 - 1999 (%)

	1997	1998 (est.)	1999 (est.)
Japon	0,8	-7	0,5
Chine	8,8	7,2	8,2
Corée du Sud	5,5	-6,9	-1,8
Taïwan	6,8	4,9	5,2
Hong Kong	5,3	-4,7	-1,7
Thaïlande	-0,4	-7,9	0,2
Singapour	7,8	0,2	0,1
Malaisie	7,8	-5,1	0,7
Indonésie	4,7	-14,8	-3,3
Philippines	5,1	-0,4	0,5

CAMBODGE
NOUVEAU

le journal
des
d'œuvres
*
votre
meilleur
investissement



directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Enquêtes Suy Sothea
Mise en pages Pen Mary
Impression CIC
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu sur abonnements seulement

exemplaire gratuit sur demande

tel 012 803 410 - 023 214 610

e-mail Cambodge.Nouveau@forum.org.kh

SAY BORY

(suite de la page 5)

faisait volontairement, ou si le plenum du parti le décidait. Il n'y a dans cette affaire qu'un thévoda : c'est le parti. Or le parti a déjà beaucoup discuté et clairement choisi Hun Sen.

J'ai fait une remarque : il y a eu de grandes manifestations, et une longue occupation par les manifestants du terrain situé en face de l'Assemblée nationale. Mais il n'y a pas eu de manifestations devant le siège du PPC : pourtant c'est là, aux membres du parti, qu'il faudrait demander qu'ils ne désignent pas M. Hun

Sen comme candidat. Peut-être qu'ils n'ont pas osé ?

Maintenant les manifestants mettent tout leur espoir dans le sénateur américain Rohrabacher, comme si c'était le bon dieu. Mais c'est un homme tout seul, le gouvernement des Etats-Unis n'a pas dit un mot !

Là aussi pour faire cesser l'hostilité ou les doutes de certains, il faut appliquer le principe de la transparence, sur les deux points que j'ai indiqués :

-la comparaison des bulletins imprimés et des bulletins utilisés ;
-et la preuve que la formule choisie pour la répartition des sièges est la bonne.

une crise peut en cacher une autre

(Suite de la page 3)

dit un observateur cambodgien.

opposition : un bel avenir

L'opposition reviendrait ainsi à Sam Rainsy, qui a déjà fait la preuve de sa pugnacité exceptionnelle.

Cette opposition, si elle est réaliste, ne devrait pas chercher l'épreuve de force mais plutôt à combattre sur les vrais dossiers : transparence, justice, droits de l'Homme, intégrité et efficacité des dirigeants, réformes de toutes sortes ... La tâche est immense.

On peut imaginer que cette opposition, qui tirera sa force et sa crédibilité des faiblesses du gouvernement de coalition, s'augmente de diverses personnalités et de formations politiques qui n'ont pas connu le succès aux élections. Des regroupements sont en cours.

le PPC changera-t'il ?

On s'interroge sur l'attitude de l'opposition. Mais celle du prochain gouvernement aussi, fait naître des interrogations.

Il est clair que les méthodes de gouvernement doivent subir une véritable mutation.

Hun Sen et le PPC semblent convaincus de la nécessité de réformes en profondeur. Selon un observateur cambodgien, Hun Sen lui-même aurait déclaré : "les cinq années passées ont été politiques. Les 5 prochaines doivent être techniques".

Les partisans de la démocratie comme les milieux d'affaire ne peuvent que s'en réjouir, si l'on entend par là que le système décisionnel deviendrait transparent, que l'on se rapprocherait du libéralisme et de l'économie

de marché.

Mais il faut reconnaître que l'interdiction soudaine faite à 68 membres de l'opposition de quitter le territoire, mesure tout à fait arbitraire, sans base juridique, donne un bien mauvais signal à ceux justement qu'il faudrait séduire pour qu'ils entrent dans la coalition.

Le PPC se prépare-t'il vraiment à cette mutation que chacun sait nécessaire ? Il y a là un gros doute. On n'a pas observé, depuis un an qu'il n'a plus le Funcinpec pour le gêner, que le PPC ait vraiment changé de méthodes.

Mettre ses espoirs dans un atelage PPC - Funcinpec qui a déjà fait la preuve de son inefficacité, c'est peut-être assez naïf.

Mais cette fois, on n'aura plus de chef de gouvernement ni de ministères bicéphales. Il est vrai aussi que devraient se trouver dans des postes de responsabilité des hommes nouveaux, moins politiques, plus techniciens, qui ne devraient pas en principe avoir de raisons de se paralyser mutuellement.

De sorte que peut-être, avec au sommet une volonté de changement, avec aux postes de responsabilité un certain nombre d'hommes nouveaux et, plus difficile un état d'esprit nouveau, verra-t'on apparaître un nouveau Cambodge ?

C. N.

Cambodge Nouveau
le lieu où s'informent
et se rencontrent
le secteur privé
et le secteur public,
les responsables
Cambodgiens
et étrangers

Vos rêves se sont ils envolés? Appelez Indochine Insurance!



- Indochine Insurance offre :
- Automobile
 - Un service efficace et rapide
 - Des experts pour vous conseiller sur :
 - Evaluation des risques
 - Expertise des sinistres
 - Prévention
 - Motocyclette
 - Santé
 - Accident du travail
 - Aviation
 - Transport de marchandises
 - Assistance rapatriement, etc...

Notre gamme comprend :

- Tous risques chantiers
- Incendies et risques divers

indochine
INSURANCE
FULL COVER, TOTAL CONFIDENCE

Indochine Insurance #55, Street 178, No Problem Park, Phnom Penh Tel. 428 905/368 050/428 513/982 474 Fax 428 338
Agent pour : Assurances Générales de France (AGF) IART • American International Group (AIG) • The Cambodian National Insurance Company (Caminco) • Cigna • Journeyman Services • Lloyd's of London • SCOR Re • Sonnichsen Scandinavia Group (SSG) • Willis Faber Dumas

LIVRES

L'ASEAN

et la construction régionale en Asie du Sud-est

Tout sur l'ASEAN. On serait tenté d'ajouter "et ce n'est pas grand chose". On serait bien en peine de citer les réalisations, les réussites de cette construction vague, qui a déjà 30 ans. On peut se demander si sa principale utilité n'est pas d'occuper quantité de gens en comités, réunions, discours et déclarations -que ne suivent aucune réalisation. Sans les médias, l'ASEAN aurait-elle une existence ? Si elle n'existait pas, cela ferait-il une différence ? Ce sont des questions que l'on peut se poser au moment où la "crise asiatique" disperse ses membres plutôt qu'elle ne les rassemble.

Mais S. Boisseau du Rocher arpente ce brouillard avec beaucoup de bienveillance. Sans contester les faiblesses de l'Association, qu'elle décrit avec réalisme au contraire, elle plaide sa cause aussi bien qu'il est possible.

"Maison de famille aux portes toujours ouvertes, aux règles simples connues de tous et à l'atmosphère conviviale, complice et tolérante (...) l'ASEAN, a "accompagné, facilité la transformation des 30 dernières années; elle en a atténué le traumatisme (...). Elle a oeuvré pour la stabilité de chaque membre (...) elle a contribué à l'émergence d'une identité régionale (...). Sa contribution, même indirecte, est positivement ressentie" (...) elle constitue "un repère à la fois sécurisant et non contraignant; elle donne de l'audace à ceux qui la fréquentent".

Et pourtant naît un doute : "on peut légitimement se demander si les Etats-membres ne nous ont pas abusé avec un jeu d'ombres chinoises : pour être conformes aux normes de la modernité (...) ils sont formellement passés par le régional sans adhérer aux règles du jeu (...)".

Après 3 décennies, et sous l'effet désintégrateur de la crise, la question se pose pour l'ASEAN de passer d'un "état d'esprit" à une véritable intégration régionale.

L'ASEAN et la construction régionale en Asie du Sud-est

par Sophie Boisseau du Rocher, 320 p., cartes, annexes, bibliographie; L'Harmattan, 1998.

MEDIAS

Une fois de plus les événements au Cambodge déclenchent dans certains médias des réactions qui relèvent plus du parti pris que de l'objectivité. Raisonnées au contraire les opinions de Tony Kevin, ancien ambassadeur d'Australie : il faut condamner les manifestations conduites par les deux partis d'opposition; celle en sens contraire de Peter Schier : le Funcinpec et le Parti de Sam Rainsy ont le droit de boycotter l'Assemblée jusqu'à ce qu'on ait changé le système de répartition des sièges; celle de Martin Collacot, ancien ambassadeur du Canada : le PPC devrait faire quelques concessions, l'opposition aussi.

Tony Kevin

pas la démocratie
 "(...) Ce qui s'est passé à Phnom Penh depuis deux semaines n'est pas la démocratie, mais l'attristante réaction de colère et de frustration d'une foule déroutée et trompée (...). Il n'est pas moral de soutenir un (...) mouvement qui exploite la naïveté politique, le racisme anti-vietnamien et la jalousie d'une population urbaine désespérément pauvre; qui vend à ses partisans le rêve fallacieux que ce qu'ils font dans la rue est une revendication démocratique qui pourrait améliorer leur niveau de vie (...). Il est temps que les étrangers qui soutiennent ce mouvement soi-disant démocratique fassent l'examen moral de leur position (...)".
 (Tony Kevin, ancien ambassadeur d'Australie au Cambodge, Cambodia Daily 12.9).

Peter Schier

réclamations justifiées
 "(...) Les vrais amis du Cambodge devraient soutenir les demandes légalement bien fondées d'appliquer la première formule de répartition des sièges et de traiter de façon sérieuse et neutre les réclamations du Funcinpec et du Parti de Sam Rainsy, qui sont soutenues par au moins deux des trois organismes nationaux d'observation le Comfrel et le Nifec (...)".

Cambodge Nouveau
 est entièrement
 réalisé
 au Cambodge

(Peter Schier, représentant de la Fondation Konrad Adenauer, Cambodia Daily, 12.9).

Martin Collacot

le PPC devrait concéder
 "(...) Pour amorcer un processus de réconciliation, le PPC devra commencer par des gestes visant à donner quelque degré de confiance à ses opposants. Un premier pas pourrait être l'annonce par le NEC - tout en maintenant que la formule de répartition qui donne 64 sièges au PPC est valable - d'une concession particulière destinée à apporter la paix et l'harmonie à la nation : on reviendrait à la formule qui ne donnait au PPC que 59 sièges (la différence ne serait pas d'une telle importance pour le PPC (...). En même temps, le NEC devrait examiner rapidement les principales réclamations concernant les élections. L'opposition de son côté doit (...) se préparer à négocier sérieusement avec le PPC. Elle devra aussi se démarquer de sa véhémence rhétorique anti-vietnamienne (...) une propagande répugnante aux yeux des amis du Cambodge qui soutiennent le plus activement la démocratie et les droits de l'Homme, et qui compromet sérieusement leur soutien (...)".
 (Martin Collacot, ancien ambassadeur du Canada, Phnom Penh Post 4-17.9).

Bangkok Post

privé d'ASEAN
 "(...) Nous espérons que notre gouvernement et ceux des autres pays de l'ASEAN auront la volonté politique de condamner les assauts brutaux de Phnom Penh. Hun Sen a une fois encore mis le Cambodge hors d'état de demander son adhésion à l'ASEAN. Il ne peut retrouver de respectabilité qu'en formant un gouvernement légitime au service de tous les Cambodgiens. Après cela, il pourra renouveler sa demande d'adhésion".
 (éditorial du Bangkok Post, 11.9)

L'Asie Magazine

pause
 Après 8 numéros, L'Asie Magazine cesse provisoirement de paraître. "Ce n'est pas un arrêt définitif, c'est une pause", nous dit Denis Pryen, directeur des éditions L'Harmattan et principal actionnaire de L'Asie Magazine. Le mensuel coûte trop

cher comparé aux avantages qu'en retire l'éditeur. Parmi les causes de ce semi-échec : les annonceurs n'ont pas suivi; le coût de la diffusion par les NMPP est très élevé; le réseau de correspondants locaux est insuffisant; peut-être faudrait-il revoir la formule rédactionnelle. Denis Pryen évoque la recherche de nouveaux partenaires.

A notre avis, L'Asie Magazine a dès le départ mal défini son lectorat. L'expérience du défunt Mékong, et avant lui celle de Sudest Asie, et d'autres comme notre Passeport International, ont montré que ce lectorat se situe plutôt en France. Parce que les Français et francophones d'Asie ont déjà à leur disposition un grand nombre de médias, soit imprimés soit audio-visuels, notamment en anglais.

S'il s'agit du registre tourisme, voyages, grands reportages à base de photos, il existe déjà Géo, le National Geographic, etc ... S'il s'agit de business et d'économie, les professionnels ont la Far Eastern, Asia Week, the Asian Wall Street, ..., des chroniques dans The Economist, le Financial Times etc ... sans compter de très bonnes publications locales à Hong Kong, à Singapour, à Kuala Lumpur, à Bangkok, ... et sans compter la presse spécialisée. Bref le marché est déjà très bien occupé. Pour qu'une publication en français puisse entrer dans la compétition internationale avec quelques chances de succès, il faudrait des moyens financiers et des équipes beaucoup plus fortes : plus amples, plus spécialisées, plus expérimentées.

Y a-t-il place en France pour une publication généraliste sur l'Asie, et qui soit rentable ? Ce n'est pas certain, parce que le nombre relativement faible de ceux qui s'intéressent à l'Asie est très compartimenté : entre les rêveurs de l'ancienne Indochine, les spécialistes pointus de la Chine, ou du Japon -ou du Cambodge- contemporains, les touristes, les historiens, les éparpillés en quête de placements, les "littéraires", les écologistes, les stratèges et géo-politiciens, les étudiants etc ... il y a peu de points communs. Chacun a son Asie.

Pour satisfaire tous ces publics, il faudrait une équipe rédactionnelle constituée de spécialistes de haut niveau ... et un financier prêt à investir beaucoup et à perdre de l'argent pendant des années. Difficile. A.G. •

attention : ce numéro est le dernier que vous recevrez gratuitement

CAMBODGE NOUVEAU

Politique - Economie - Finances

COMMANDE D' ABONNEMENT

Nom

Adresse

s' abonne à CAMBODGE NOUVEAU pour une durée de (cocher SVP)

- 3 mois (ou six numéros) 60 US\$
 6 mois (ou 12 numéros) 115 US\$
 12 mois (ou 24 numéros) 200 US\$

24 envois par avion ajouter
Asie \$20 Europe \$30
Amériques \$45

date signature

- envoyez-moi une facture au reçu de ce bulletin envoyez-moi un reçu

* nos abonnés bénéficient d' une réduction de 10 % sur tous nos tarifs de publicité

Pour vous abonner, vous pouvez

- nous téléphoner au 012 803 410, nous viendrons dans vos locaux
- poser ce bulletin d' abonnement et le règlement à BP 836, Poste centrale
- venir à nos bureaux, 58 rue 302 (entre le bd. Monivong et la rue 63) (téléphoner auparavant)
- de l' étranger : libeller le chèque soit en US\$ soit, *de préférence*, en FF, au nom de

Alain Gascuel - Cambodge Nouveau

le joindre au bulletin d' abonnement et l' adresser à

CAMBODGE NOUVEAU
BP 836
Phnom Penh, Royaume du Cambodge

CAMBODGE NOUVEAU

58 rue 302, Phnom Penh, Royaume du Cambodge - BP 836 - tel 012 803 410
adresse e-mail Cambodge.Nouveau@forum.org.kh

CAMBODGE NOUVEAU

Politique Economie Finances

avril 1998

Créée en février 1994, la Lettre d'Informations CAMBODGE NOUVEAU est destinée à répondre à une demande croissante d'informations précises et fiables concernant le Cambodge.

Objectifs : aider les responsables établis au Cambodge, appartenant au secteur public comme au secteur privé, tant étrangers que Cambodgiens, en les informant sur des réalités rapidement changeantes; aider les investisseurs à pénétrer ce pays très mal connu à l'étranger; constituer un lien entre le secteur public et le secteur privé; entre le Cambodge et l'étranger.

Les lecteurs de Cambodge Nouveau : les responsables d'entreprises établies au Cambodge; les responsables cambodgiens jusqu'au plus haut niveau; les organismes, gouvernementaux ou non, qui travaillent au Cambodge ou qui ont des relations avec ce pays; les entreprises qui souhaitent s'établir au Cambodge; les étudiants, etc ... Après plus de 4 ans d'existence, CAMBODGE NOUVEAU compte parmi ses abonnés la plupart des responsables cambodgiens et étrangers, entreprises établies au Cambodge, Ministères, Députés, Ambassades, ONG, Ecoles de Journalisme, Instituts de Recherche, Centres de Documentation, étudiants, particuliers, etc ... Son audience augmente régulièrement, tant au Cambodge qu'à l'étranger.

Présentation : 8 pages de format 21 x 29,7. Noir + 1 couleur, bleu et vert en alternance.

Périodicité : bi-mensuel (chaque année, en février, un Index de tous les articles parus).

Contenu :

- un bref éditorial, qui donne le climat : politique, psychologique, tel qu'il est recueilli auprès des responsables, ou de l'opinion en général, ou comme le voit Cambodge Nouveau.
- des interviews exclusives de hauts responsables cambodgiens, qui permettent de connaître en profondeur, de façon sincère, nuancée, les différents courants de la vie politique du Cambodge.
- des enquêtes. Exemples : l'exploration pétrolière; l'hévéaculture; les salaires; le budget; l'immobilier; les échanges extérieurs; l'enseignement; la fiscalité; la confection; les routes; l'électricité; les nouveaux investissements; le tourisme; les transports; urbanisme et aménagement du territoire; la presse; barrages et irrigation; ... En politique étrangère : l'intégration dans l'ASEAN; l'aménagement du Bassin du Mékong ... La collection de Cambodge Nouveau constitue une sorte d'encyclopédie devenue indispensable pour avoir une connaissance approfondie, objective, du Cambodge réel.
- des statistiques, des graphiques, des cartes ...
- très fréquemment, courts entretiens : la conjoncture vue par les chefs d'entreprise.
- documentation de base : nouvelles lois et règlements, agréments d'investissements nouveaux ...
- des nouvelles brèves : informations pointues, souvent exclusives, concernant la politique et le monde des affaires.
- une rubrique livres et médias
- des tribunes libres, des opinions, ... Cambodge Nouveau est indépendant !

POUR VOUS ABONNER : VOIR AU VERSO